

Inégalités environnementales et
situation de handicap :
Des responsabilités partagées et
différenciées pour des mesures
inclusives.

Une interpellation à l'attention des
associations



Quelques constats à visionner

Cliquez sur la miniature





En quelques mots

Depuis plusieurs années, les **changements climatiques sont des facteurs clés impactant la santé** :

- Catastrophes naturelles (incendies, inondations, ouragans) (60.000 décès supplémentaires/an)
- Canicules (70.000 décès supplémentaires /an en Europe)
- Problèmes de qualité de l'eau (500.000 décès/an)
- Maladies transmissibles (400.000 décès/an)
- Maladies non transmissibles (58.000.000 décès/an)
- Covid-19 (près de 6 millions de décès)

Au total cela représente 59.000.000 décès supplémentaires/an¹

Ces questions deviennent une **priorité** ! Les citoyennes et citoyens le savent et se mobilisent :

- ✓ Augmentation des marches pour le climat
- ✓ Augmentation des actions militantes
- ✓ Initiatives citoyennes intensifiées
- ✓ Développement des gestes éco responsables

¹ L'ensemble des liens de cause à effet entre changements climatiques et maladies ainsi que les références sont repris au sein de l'étude « Changements climatiques Quels enjeux pour les personnes en situation de handicap ? », ASPH, 2020.

Lien de consultation : <https://www.asph.be/etude-2020-changements-climatiques-quels-enjeux-pour-les-personnes-en-situation-de-handicap/>

Un réel impact sur la santé ?

Le réchauffement des températures :

- Aggrave les symptômes de certaines maladies (sclérose en plaques, fibromyalgie, etc.)
- Génère de nouvelles maladies (pathologies respiratoires, cardiaques, rénales, neurologiques, chroniques, auto-immunes, etc.)
- Augmente la transmission de certaines maladies (maladie de lyme, etc.)
- Augmente le risque de trouble en santé mentale (dépression, anxiété)

La destruction de la couche d'ozone :

- Expose davantage aux ultraviolets nocifs pour la santé
- Génère de nouvelles pathologies (respiratoires, cardiaques, immunitaires, oculaires) et de nouveaux cancers

Les polluants toxiques dans l'air :

- Aggravent certaines maladies (cardiovasculaires (comme les insuffisances cardiaques, les thromboses), respiratoires (comme les allergies, l'asthme, les obstructions pulmonaires), chroniques (comme le diabète) et neurologiques (comme les troubles cognitifs)
- Génèrent de nouveaux troubles (comme les troubles de l'attention chez l'enfant) et pathologies (comme la bronchopneumopathie chronique infantile)
- Augmentent le risque d'impact sur la santé mentale

Les polluants toxiques dans l'eau :

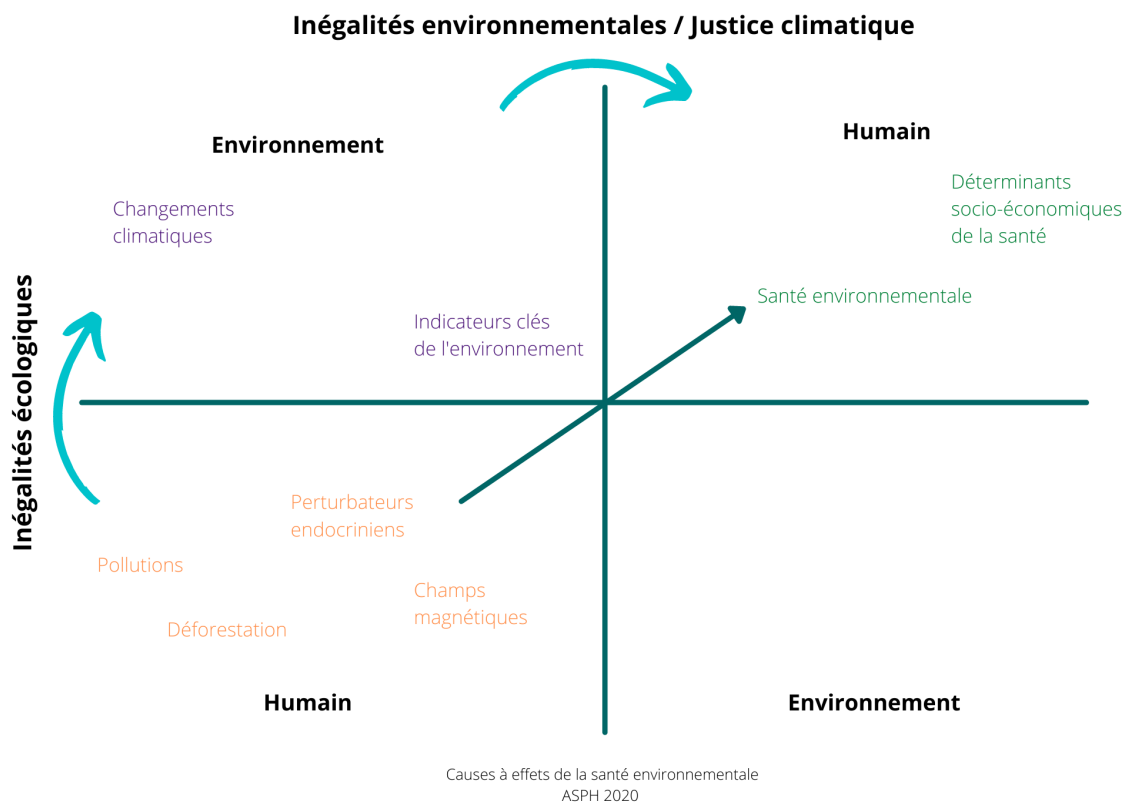
- Génèrent de nouvelles maladies (respiratoires, rénales, dermatologiques, cardiaques, neurologiques, développementales)
- Génèrent des malformations et des troubles du système nerveux chez les enfants

Les polluants toxiques dans le sol :

- Augmentent le risque de développer des troubles du spectre autistique lors d'une exposition précoce et la maladie de Parkinson lors d'une exposition intense
- Génèrent de nouvelles maladies (respiratoires, neurologiques, développementales) et de nouveaux cancers

Un contexte humain

Les changements climatiques ne sont qu'un médiant. Les impacts ressentis sur la santé humaine trouvent en grande partie leur origine dans les activités humaines. À l'origine, nous trouvons des (dys)fonctionnements dépendant de facteurs sociaux, économiques, médicaux, etc. ayant un impact sur notre environnement. À l'arrivée, nous retrouvons des impacts dépendant exactement de ces mêmes facteurs.



Les enjeux environnementaux et de santé, en ce compris les situations de handicap, interagissent. Il ne s'agit plus de scinder les préoccupations, mais de **faire cohabiter ces enjeux** sous un angle permettant de comprendre comment la santé des personnes plus fragilisées, comme les personnes en situation de handicap, est impactée par ces changements climatiques. C'est ici la question des **inégalités environnementales** qui devient prioritaire et, par extension, de la justice climatique.



Qui sera concerné.e ?

L'étude menée par l'ASPH et la littérature existante sur la question nous permettent d'observer que tout un chacun est, et sera, touché par les changements climatiques.

Cependant, **nous ne sommes pas toutes et tous égales et égaux** face à ces derniers. Les inégalités environnementales s'observent de plus en plus se traduisant par des impacts (positifs ou négatifs) différenciés de l'environnement sur les populations.

Les risques environnementaux sont multiples pour les populations les plus à risque. Ils continuent à se cumuler entre eux en plus de **se cumuler aux inégalités sociales** telles que les différences socioculturelles, de revenus, de statut social, de niveau d'éducation, de mise à l'emploi, de démographie, de systèmes de production et de consommation.

Dans notre société; certains groupes ethniques, genrés, d'âge, etc subissent davantage les effets de ces changements climatiques que d'autres. La « vulnérabilité » de ces différents groupes sociaux aux risques environnementaux est liée aux risques qui ont été créés par les différents traitements de la société envers ces groupes. Ces risques encourus sont variables d'un groupe d'individus à l'autre. La variabilité de l'exposition aux risques environnementaux dépend, bien sûr, de la proximité et de la nature des sources impactant la santé humaine, mais aussi des capacités d'évitement et de défense des groupes en question avec, dès lors, des sensibilités plus accrues aux effets sanitaires qui en résultent. Les capacités d'adaptation aux changements climatiques sont intimement liées au développement économique et social alors que celui-ci n'est pas réparti de manière équitable au sein de notre société.

Des disparités importantes peuvent être observées notamment au niveau de l'impact des changements climatiques sur la santé de populations au niveau socioéconomique bas qui possède **moins de ressources pour faire face** à ces derniers et s'y adapter.

Et pour les personnes en situation de handicap ?

Une corrélation entre environnement et santé évidente

La pollution des sols, de l'air, mais aussi de l'eau est à l'origine de multiples situations de handicap. Ainsi, par exemple, l'exposition prénatale des enfants à des pesticides présents dans les zones agricoles à proximité des habitats augmenterait le risque de développer des troubles du spectre autistique ou des problèmes cognitifs. La toxicité de l'environnement sur le cerveau a un impact non négligeable sur l'apparition de troubles neurodéveloppementaux. Les polluants nocifs, parfois présents dans les produits de la vie courante, sont suspectés d'altérer les capacités intellectuelles des enfants et d'être en partie à l'origine de troubles attentionnels de type TDAH.

La pollution de l'air a des conséquences majeures sur le cerveau des enfants exposés laissant observer chez ces derniers de nombreux déficits cognitifs, lésions et dépôts cérébraux que l'on retrouve habituellement dans des pathologies inexistantes à cet âge (Alzheimer). Au Japon, un polluant toxique a été jeté par des industries dans les eaux, contaminant les poissons dont les familles se nourrissaient. L'absorption de cette substance a entraîné des malformations chez les nouveau-nés et des troubles du système nerveux chez les enfants tels que des troubles mentaux, des difficultés d'élocution, une ataxie, une paralysie, une réduction du champ visuel, de difficultés de l'audition et, dans les cas les plus graves, coma convulsif suivi de mort .

Les pathologies respiratoires ne sont pas en reste. Les différents polluants et allergènes se trouvant dans l'air semblent augmenter la présence de substances toxiques dans le sang du cordon chez les nouveau-nés; et chez les enfants, un ralentissement de la croissance pulmonaire occasionnant à long terme des troubles respiratoires chroniques graves de type asthme ou bronchopneumopathie chronique. Ces mêmes constatations ont été faites chez les adultes, chez qui la présence de polluants dans l'atmosphère semble générer davantage d'accidents vasculaires cérébraux (AVC) et de troubles respiratoires à long terme.

Il est également démontré que l'exposition à haute dose aux pesticides et aux polluants aériens, donc essentiellement en contexte professionnel où les doses auxquelles les employés sont confrontés explosent, pourrait être un facteur de développement de la maladie de Parkinson en plus d'avoir un impact sur la cognition en général . D'autres maladies dégénératives, telles la sclérose latérale amyotrophique et la sclérose en plaques semblent également être impactées par la pollution de l'air. Différentes études ont mis en évidence un lien entre le déclenchement de poussées de sclérose en plaques et la pollution de l'air.



Le cumul des risques

Les situations de handicap se créent, ou s'amplifient pour les préexistantes, avec les changements climatiques. Mais gardons également en mémoire qu'il existe une amplification de ces effets attribuable à d'autres facteurs que le simple état de santé. Les personnes en situation de handicap sont particulièrement concernées par cette question, pouvant se retrouver **au sein de plusieurs groupes sociaux dits à risque**. Une personne en situation de handicap ne se résume pas à son handicap. Elle peut à la fois aussi être une femme, âgée, en perte d'autonomie, avec un niveau socio-économique bas, etc. Ces critères ne sont pas exclusifs et souvent se cumulent. Ces conditions placent alors encore davantage la personne dans une situation précaire, la privant d'accès aux moyens d'adaptation face aux changements climatiques. Elle est donc, de ce fait, susceptible d'être **davantage exposée aux inégalités environnementales**.


Il existe alors un réel **cumul des risques environnementaux et des inégalités sociales sur l'impact santé** des personnes en situation de handicap. Les possibilités de faire face aux changements climatiques sont liées au développement économique et social alors que nous savons que les personnes en situation de handicap subissent de plein fouet les inégalités sociales, telles que les différences de revenus, de statut social, de niveau d'éducation, de mise à l'emploi, d'accès aux soins de santé, etc. Les personnes en situation de handicap sont dès lors clairement surexposées aux inégalités environnementales.

Un accès restreint à l'action pour plus de justice climatique

Pour ces personnes, l'accès aux ressources (matérielles, financières, structurelles) à disposition est insuffisant pour pouvoir faire face aux nouvelles conditions de vie engendrées par les changements climatiques. Pire, outre le fait d'être insuffisants, les moyens d'évitement et d'adaptation pour les personnes en situation de handicap ne sont généralement pas pensés dans les politiques générales.

La vulnérabilité de ce groupe spécifique aux changements climatiques réside dès lors dans le **manque de moyens d'évitement et d'adaptation** qui lui sont donnés. Pour n'en citer que quelques-uns : un manque d'accessibilité des moyens d'adaptation aux changements climatiques ; de stratégies environnementales inadaptées à ce public ; des mesures régionales, fédérales et Européennes non concertées avec les personnes en situation de handicap.

Ces dernières sont **peu consultées dans l'ensemble des décisions prises** dans le secteur environnemental. Pourtant, en tant que citoyennes au même titre que les autres, ces personnes ont un rôle à jouer dans les luttes contre les changements climatiques. Il ne s'agit pas simplement d'être victimes et de subir les inégalités environnementales, mais bien d'être actives dans les changements à initier, d'être actrices du changement sociétal nécessaire pour engager d'autres actions bénéfiques à toute citoyenne et tout citoyen de manière solidaire.



Actuellement, l'ASPH observe que ces rôles sont compliqués à tenir pour les personnes en situation de handicap. Le contexte politique actuel adapte peu ses mesures pour prendre leurs réalités en considération.

Les populations socialement favorisées semblent davantage privilégiées par les mesures établies. Les politiques environnementales semblent plus accessibles à ces populations. Les processus participatifs constituant ces politiques, les investissements financiers octroyés ainsi que les aides nécessaires pour faire face aux nouvelles situations engendrées par ces changements climatiques ne semblent concerner qu'une partie, aisée, de la population, ne tenant pas compte des réalités et des inégalités sociales. Pourtant, dans l'ensemble des politiques menées, qu'elles traitent d'environnement ou de handicap, chaque État a pour devoir de **veiller à la protection des droits établis**, entre autres les droits humains, et de repenser les mécanismes socio-économiques inégalitaires à l'origine d'inégalités sociales, environnementales et écologiques. Ainsi, par exemple, les réflexions menées sur l'électromobilité et l'évolution du parc automobile se devraient de considérer les réalités des personnes en situation de handicap qui n'ont pas les moyens de changer de véhicules de manière aisée. Et ce d'autant plus que ces derniers sont souvent adaptés à leurs difficultés et qu'ils représentent un moyen indispensable pour se rendre, par exemple, aux rendez-vous médicaux. Et ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.



Quelles responsabilités ?

Actuellement, les différents Etats opèrent par un traitement distinct des questions d'inégalités sociales et environnementales. Très peu, pour ne pas dire pas, de politiques institutionnelles sont établies en incluant en amont tous les publics et leurs besoins, en ayant une vision globale, en étant inclusives afin d'être plus justes, pertinentes et efficaces.

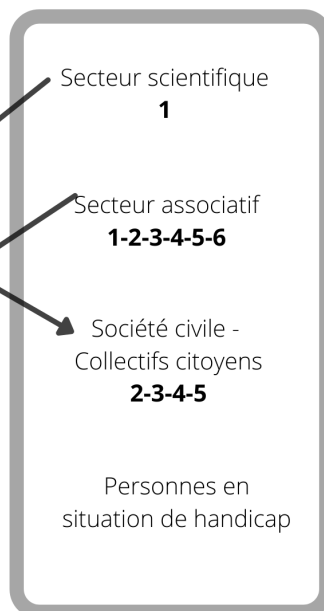
Qu'elles soient environnementales ou sociales, les **politiques d'action sont socialement différenciées**, générant dès lors un impact santé différencié des changements climatiques sur les groupes sociaux (inégalités environnementales) et un impact différencié des comportements humains sur l'environnement (inégalités écologiques).

Les stratégies environnementales ne sont pas réfléchies pour que les mesures d'adaptations aux changements climatiques soient accessibles et bénéficient à toutes et tous de manière concertée, dès le départ. Les considérations actuelles, fortement orientées par des enjeux économiques, ne permettent pas une prise en compte conjointe des inégalités environnementales ou écologiques. Cela semble dû à la disparité des luttes menées face à des enjeux plus transversaux.

La clé semble de trouver dans une responsabilité **partagée, commune, solidaire, mais différenciée**. Un modèle hiérarchique pyramidal serait peu d'application dans la question d'inégalités écologiques vécues par le public des personnes en situation de handicap. Les relations d'interdépendance entre les différentes entités poussent à concevoir davantage un **modèle circulaire**.

Secteur public

Secteur privé




Secteur public

Secteur privé

- 1- Etablir des mesures inclusives
- 2- Donner les moyens
- 3- Mettre en place des stratégies adaptées
- 4- Faire participer les publics
- 5- Former les publics
- 6- Faire le suivi et l'évaluation des mesures
- 7- Sanctionner

- 1- Etudier, analyses, récolter des données
- 2- Donner les moyens
- 3- Faire participer
- 4- Etre porte-parole de revendications
- 5- Informer, former les publics
- 6- Faire le suivi des mesures



Les responsabilités permettant de mettre en œuvre des politiques environnementales adaptées et accessibles aux personnes en situation de handicap se scindent donc en deux secteurs : le **secteur politique** et le secteur dit privé. Au sein du premier, on retrouve les politiques internationales données par l'ONU qui définissent les mesures à appliquer par les politiques européennes, qui elles-mêmes encadrent et contrôlent les politiques des États membres, donc de notre État fédéral, ce dernier donnant le cadre d'action aux entités fédérées. Du côté du **secteur privé**, nous retrouvons les quatre partenaires interdépendants avec le secteur scientifique qui initie ses recherches sur base de l'initiative d'associations de professionnels et/ou de collectifs qui eux-mêmes portent la voix de personnes en situation de handicap. Le niveau scientifique a besoin des associations et collectifs comme ces derniers ont besoin des instituts scientifiques pour apporter du poids aux réalités de terrain. Les associations et collectifs ont besoin des personnes en situation de handicap pour nourrir le contenu des revendications, comme ces dernières ont besoin de leur impact de masses pour porter leurs voix. Bien que sur le schéma les deux secteurs soient dissociés, le modèle veut qu'ils soient interdépendants et qu'ils se nourrissent l'un l'autre, comme nous l'avons expliqué précédemment.

Plus spécifiquement pour le secteur associatif, le rôle est de mettre en lien les préoccupations locales, les réalités de terrains et une approche plus politisée de la question. De mettre en évidence les réalités vécues pour les populations plus vulnérables face aux changements climatiques. Il s'agit là de l'un des seuls moyens efficaces jusqu'à présent pour faire remonter les voix des publics oubliés. Bien que les associations évoluent dans le cadre législatif établi, elles ont pour mission d'établir des connexions (frame bridging) entre les aspects sociaux et environnementaux de la question des inégalités écologiques. Elles mettent en lien les préoccupations locales, les réalités de terrains et une approche plus politisée de la question pour harmoniser les politiques environnementales aux politiques du handicap. Elles ont un droit de regard sur les politiques et s'assurent de la mise en œuvre ainsi que du suivi des mesures prises au niveau national. Elles sont également porte-parole des publics plus vulnérables et s'assurent de la participation aux consultations organisées. Elles ont pour missions de récolter des données sur la question du handicap et du développement durable, de partager ces informations avec les institutions concernées et de sensibiliser aux questions de développement durable afin que les réalités des personnes en situation de handicap soient prises en compte dans les mesures politiques prises.

LES PRISES DE RESPONSABILITÉS

En tant que signataire de la CCNUCC, de la loi Européenne sur le climat et de la CNU, l'Etat fédéral a des obligations.

A travers son plan stratégique national, l'Etat doit tenir compte de l'impact santé des changements climatiques sur les publics plus vulnérables face aux changements climatiques afin de mettre en place des mesures adaptées, accessibles et inclusives, bénéfiques à toutes et tous.

DÉGAGER DES MOYENS



L'état se doit d'accorder des moyens pour s'assurer de l'accessibilité (financières, de l'information, etc) des mesures environnementales proposées afin de les adapter à l'ensemble des publics et qu'elles soient applicables par toutes et tous, en ce compris les personnes en situation de handicap.

Les référents Handistreaming ont pour tâches de veiller à faire respecter ces principes.

FAVORISER UNE PARTICIPATION ACTIVE



L'Etat a pour mission de faire participer tous les publics, en ce compris celui des personnes en situation de handicap, dans les décisions et mesures à prendre en termes de changements climatiques et de développement durable.

FORMER AUX QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES



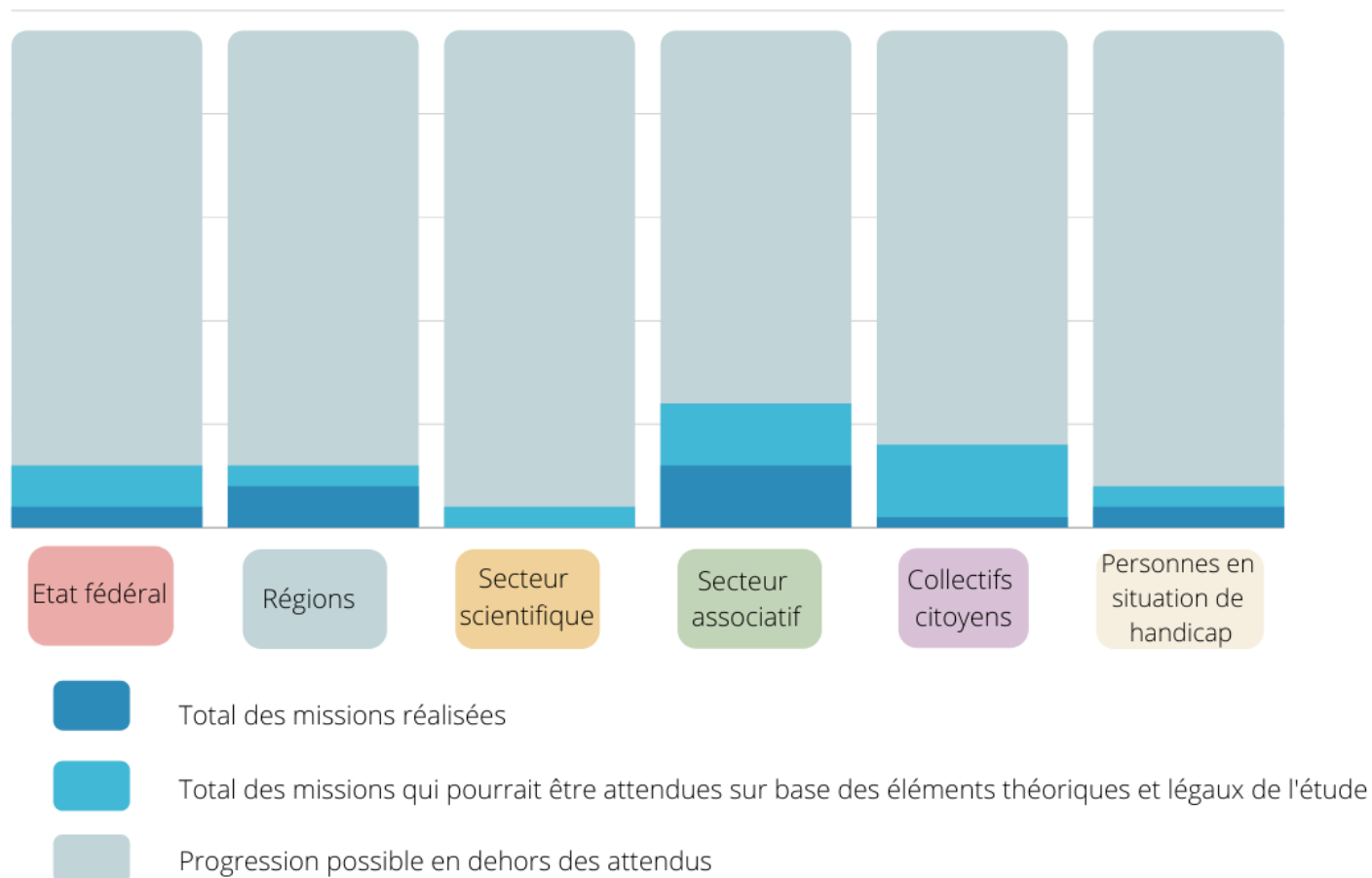
L'Etat fédéral a pour mission de prendre des mesures concrètes pour former l'ensemble des publics aux questions des changements climatiques, en ce compris les personnes en situation de handicap, à travers la mise en place de structures adéquates, de programmes, etc

Plus d'informations sur les responsabilités à prendre pour chaque entité :
www.asph.be/etude-2021-handicap-changements-climatiques/

N'hésitez pas à nous contacter : melanie.deschepper@solidaris.be

Où en est-on ?

Niveaux d'investissement des différents partenaires



Suite à l'enquête menée par notre association, nous observons que, malgré la répartition claire des responsabilités à prendre, nous nous trouvons davantage dans un modèle où, d'une part, les personnes en situation de handicap sont prêtes à assumer leur part de responsabilité sans en avoir les moyens ; et d'autre part, des entités fédérées qui tentent d'assumer ces questions croisées de handicap et d'environnement en ouvrant la porte aux personnes en situation de handicap. Le modèle actuel semble donc reposer sur deux piliers centraux sans soutien fort des autres parties ni intersectionnalité ou solidarité entre les différents niveaux de pouvoirs.

De son côté, le secteur associatif de son côté s'est montré mitigé. Peu de réponses ont été reçues, mais l'association investie l'a été à plus d'un titre en informant les publics, s'assurant de leur participation, en représentant leurs voix auprès des instances politiques et en veillant à l'application de mesures politiques environnementales accessibles. La place prise par les associations dans le modèle est donc limitée, mais intense. Elle reste également interconnectée avec les autres partenaires du modèle que ce soient les personnes en situation de handicap ou les différents niveaux politiques. Notons qu'il nous semble prometteur que quelques ponts soient établis et renforcés avec le secteur scientifique ainsi qu'avec les collectifs citoyens et citoyennes (dans la limite des moyens impartis).




Que faire ?

Pour pouvoir agir, il devient nécessaire de s'orienter vers une **pensée commune**. En termes de justice sociale et environnementale, il semble indispensable que la responsabilité prise dans l'enrayement des changements climatiques soit solidaire et partagée ; comme devraient l'être l'ensemble des luttes sociales et environnementales. Comme à chaque fois, la responsabilité de l'ensemble des actrices et acteurs sur les situations vécues par les personnes plus vulnérables, dont les personnes en situation de handicap, est primordiale. Ce sont ces manques de prise de responsabilité, d'adaptations, de moyens mis à disposition qui créent ou renforcent ces vulnérabilités ainsi que ces inégalités sociales et environnementales. Les difficultés éprouvées par les acteurs et actrices de la société à conscientiser leur part de responsabilité, à la prendre, à adapter, de manière générale, leur fonctionnement aux personnes en situation de handicap s'observent également sur la question de la santé environnementale.

Même s'il existe encore des divergences quant aux impacts ressentis, il semble que nous soyons toutes et tous susceptibles de faire face à un impact « santé » des changements climatiques au cours de notre vie. La question de la priorisation de ces points ainsi que de la scission des responsabilités (vulnérables ou non, concernés ou non, etc.) face à ces changements climatiques semble donc inappropriée. Au travers de ces questionnements, il nous semble clair qu'il devient urgent de penser collectif et donc, par là même, de penser **inclusif**.

Il s'agit d'avoir une vision globale pour toutes et tous afin de ne pas créer des luttes de classes qui rendraient les mesures prises peu solidaires, mais bien de faire converger les mobilisations vers un seul objectif commun : **assurer la santé humaine dans une société socialement et climatiquement équitable**. Les politiques environnementales doivent être inclusives afin d'être plus efficaces. Elles auraient tout à gagner à réfléchir à des stratégies environnementales concertées dès le départ. Une telle réflexion et co-construction en amont permet de s'assurer de l'applicabilité des mesures prises et d'avoir un impact renforcé.

La question spécifique de l'application des mesures environnementales adaptées pour les personnes en situation de handicap demande donc une réponse non spécifique, collective des différents partenaires en présence. Il s'agit pour cela d'imaginer sortir d'un modèle de fonctionnement hiérarchique et de porter un regard plus macro et plus universel sur la question environnementale. Un regard où, pour prendre en considération les réalités de toutes et tous, même des publics plus fragilisés face à certaines problématiques de société environnementale, il faut redonner à chacune et chacun une place, sa juste place, ainsi que son pouvoir d'action.

- 
- ✓ Un modèle où il s'agit de composer avec un savant mélange de responsabilités individuelles de chaque partenaire et de responsabilités collectives, solidaires et partagées. En agissant seul.e, chaque partenaire court le risque de s'épuiser et d'apporter une solution à faible impact.
 - ✓ Un modèle circulaire est alors à privilégier.
 - ✓ Un modèle qui s'éloigne du modèle pyramidal et hiérarchique, qui évite l'immobilisme des partenaires s'installant lorsque les attentes liées à la responsabilisation d'un des partenaires ne sont pas remplies, un modèle dynamique qui mobilise les partenaires peu enclins à être pro-actifs.
 - ✓ Un modèle circulaire où les responsabilités sont partagées, engageant une certaine synergie collective, une interrelation, des collaborations.

Même si cette synergie reste à améliorer pour faire tourner le modèle et encourager la prise de toutes les responsabilités, nous pensons que maintenir un modèle de responsabilité partagée, commune, solidaire, mais différenciée reste un des moyens les plus efficaces pour permettre d'appliquer et d'adapter les mesures environnementales aux réalités des personnes en situation de handicap. Ainsi, dans une perspective d'action solidaire, collaborative et efficace, nous soutenons :

- ✓ Un modèle circulaire où chaque partenaire aurait connaissance des enjeux en santé environnementale pour les publics dits plus vulnérables.
- ✓ Un modèle circulaire où il aurait connaissance des responsabilités qui lui incombent.
- ✓ Un modèle circulaire où chaque partenaire serait intéressé et mettrait ses compétences respectives au service du modèle pour qu'elles puissent rencontrer celles des autres partenaires et former une maîtrise du sujet.
- ✓ Que dans cette synergie chaque partenaire prenne sa part pour nourrir les autres parties et être nourri, en étant proactif. Que chaque responsabilité soit prise.

Chaque partenaire a ses compétences d'actions propres qui, même si elles ne sont pas suffisantes, sont spécifiques et utiles pour initier les actions des autres partenaires et ainsi avoir un effet cumulatif. Sur l'engagement des partenaires à long terme et le support que cela constitue, l'impact d'une telle prise de responsabilité ferait la différence. Chaque partenaire, à son niveau et avec ses ressources, a pour responsabilité de militer pour une transition climatique juste.



Quelques pistes

Au vu des précédents points d'interpellation, les axes de travail prioritaires semblent être de :

- modifier les représentations des risques en santé environnementale et des inégalités environnementales
- opter pour une pensée collective et solidaire, sans distinction de classes, partageant la responsabilité
- favoriser une démarche sociétale inclusive donnant les moyens à toutes et tous, d'assumer sa responsabilité éco-citoyenne
- une mobilisation politique globale forte inclusive et concertée en amont
- un refinancement efficace, juste et équilibré s'orientant sur la santé humaine plutôt que sur un profit économique.

Pour ce faire, le secteur associatif aurait avantage à :

- S'engager de manière plus massive sur le sujet.
- S'assurer d'ouvrir ses espaces aux personnes directement concernées à travers la création de forums solidaires accessible
- Mettre tous les moyens en œuvre pour favoriser une participation de toutes et tous, d'en informer les publics et de faire remonter les vécus aussi bien au niveau politique qu'au niveau scientifique.
- Revendiquer des moyens suffisants pour travailler la question de l'environnement.

Une interpellation politique réalisée suite aux deux études Environnement de l'ASPH dans le cadre de sa reconnaissance en Éducation permanente :

- **2020** : Changements climatiques, quels enjeux pour les personnes en situation de handicap ?
- **2021** : Handicap et changements climatiques : quels modèles de responsabilité?

Personne de contact :

Mélanie De Schepper

melanie.deschepper@solidaris.be

02 515 02 25

L'ensemble de nos productions
sont disponibles
sur www.asph.be



Solidaris
réseau



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES